

L'effet des limites des prêts étudiants sur les inscriptions à l'université*

Christine Neill
Université Wilfrid Laurier

Décembre 2008

Résumé

Les régimes de prêts étudiants font partie des rouages importants des systèmes d'enseignement postsecondaire dans le monde entier. Toutefois, il n'y a pratiquement pas de preuves directes qui indiquent si ces programmes parviennent efficacement à augmenter le taux d'inscription des étudiants contraints par le crédit. Contrairement à d'autres pays, le Canada compte sur un système de prêts et bourses d'études de compétence combinée entre les provinces et le fédéral, qui entraîne des différences sur le plan des politiques au fil du temps d'une province à l'autre. J'exploite ces différences pour évaluer les effets de l'évolution des limites maximales des prêts étudiants sur le taux d'inscription des jeunes. Je remarque que, bien qu'il y ait des preuves qui démontrent qu'une aide non remboursable à la hausse entraîne une croissance des inscriptions, les prêts ne semblent qu'augmenter la probabilité que les jeunes aillent vivre ailleurs que chez leurs parents pendant leurs études.

Code JEL : I2, I28

Mots clés : études postsecondaires, prêts étudiants; contraintes de crédit

* Merci à Michael Baker, Dwayne Benjamin, Rob McMillan, Thomas Lemieux, Azim Essaji et Yvan Guillemette pour leurs commentaires. Les recherches pour ce document sont subventionnées par le Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences. Ce document utilise des données confidentielles accessibles grâce au programme de CDR de Statistique Canada. Les points de vue ne représentent pas ceux de Statistique Canada. Correspondance : cneill@wlu.ca